

# L'UE sanctionne des proches de Kabila

## RDC La pression monte sur Kinshasa à une semaine de la fin du mandat du président

- ▶ Sept hauts responsables placés sur une « liste noire ».
- ▶ Gel des avoirs et interdiction de voyager en Europe.

C'est « un signal pour la suite » des événements, grandement incertains mais à haut risque, insiste une source diplomatique européenne. A une semaine, jour pour jour, de la fin officielle du second mandat du président congolais Joseph Kabila, qui s'accroche au pouvoir, l'Union européenne a adopté des sanctions, avec effet immédiat, à l'encontre de sept hauts responsables congolais. Ceux-ci sont accusés d'être impliqués dans de graves violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en particulier lors des protestations citoyennes en septembre dernier. Un message adressé, donc, à tous ceux

qui s'en prendraient violemment à des manifestants outrés de ne pas pouvoir se rendre aux urnes cette année comme prévu par la Constitution congolaise, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Preuve que « ça fait mal » : Kinshasa a aussitôt dénoncé le caractère « illégal » des sanctions « car elles procèdent d'une sorte de droit impérial qui est aux antipodes du droit international », selon le porte-parole du gouvernement cité par l'AFP. La mesure a été décidée lundi par les ministres européens des Affaires étrangères. Les sanctions adoptées par

l'UE consistent en un gel des avoirs des personnes visées et une interdiction de se déplacer sur le territoire européen. « Ces personnes haut placées dans la chaîne de commandement voyagent et ont des avoirs », souligne la source diplomatique. Les ministres avaient déjà agité la menace de ces sanctions en octobre. Les violences des 19 et 20 septembre avaient causé la mort d'au moins cinquante personnes.

### Les leaders politiques « épargnés »

Les responsables dans le collimateur de l'UE, tous proches du président, sont quatre généraux ou commandants de la garde républicaine, de l'armée ou de la police, et trois hauts responsables qui ont orchestré des « campagnes d'intimidation » contre des civils. Les dirigeants politiques échappent donc aux foudres européennes – contrairement au choix des États-Unis, qui ont sanctionné lundi le ministre de l'Intérieur Boshab.

La Belgique plaide en faveur d'élections présidentielle et législative l'an prochain. Et réclame un dialogue politique véritablement « inclusif ». Depuis des mois, Didier Reynders, le chef de la diplomatie insiste sur les « responsabi-

tés individuelles » : les personnes impliquées dans l'usage disproportionné de la force ne resteront pas impunies. Pour autant, l'ex-colonisateur presse aussi l'opposition à ne pas appeler à un soulèvement de « la rue ».

L'UE soutient évidemment la médiation « de la dernière chance » menée depuis quelques jours par l'évêque congolais dans l'espoir de s'accorder sur une transition politique. « Un nouveau

gouvernement allant au-delà (du 19 décembre) doit fonder sa légitimité sur un cadre politique défini de manière claire et inclusive, insistent les ministres européens, faute de quoi les relations avec l'UE en seraient affectées ». Les Européens préviennent que des sanctions supplémentaires « pourront être envisagées en cas d'obstruction du processus politique ou de nouvelles violences ».

Or les Européens se déclarent « gravement préoccupés » par la « dégradation de la situation ». « Nous craignons vraiment une escalade de la violence », a dit le ministre français Ayrault, à Bruxelles. Les Européens « se préparent à tous les scénarios », selon un haut responsable européen. Au mieux, dit ce dernier, ce sera la transition. Au pire, les violences. ■

PHILIPPE REGNIER